



GUIDE GRATUIT

MAGAZINE PRATIQUE

Vivre et travailler en Polynésie française

Un plan d'installation fiable en 2026.

NAVIGATION

Sommaire

Chaque titre est cliquable. Le bouton en haut à droite revient ici.

Préface — décider avec des preuves	Logement : louer sans confondre vue et bureau
Le vrai test de compatibilité	Santé et quotidien : préparer l'ordinaire
Cinq archipels, des contraintes très différentes	Famille, école et animaux
Trois profils, trois niveaux d'engagement	Transport : liaisons inter-îles et mobilité locale
Climat, saisons et continuité	Intégration, culture et clientèle locale
Le parcours légal en cinq questions	Séjour de repérage : protocole de 14 jours
Entrée et séjour : vérifier son cas exact	Trois plans d'action
Salarié à distance : accord, droit du travail et données	Dix erreurs et la matrice finale
Indépendant : clients étrangers ne signifie pas absence de règles	Boîte à outils et FAQ essentielle
Résidence fiscale : abandonner la règle automatique des 183 jours	Sources
Créer l'activité dans le bon ordre	La collection
Protection sociale : construire la continuité	À propos
Budget : trois scénarios et une réserve	Mentions légales et crédits

Édition gratuite autonome : décider, vérifier son droit, trouver un emploi ou créer, se loger et protéger sa famille. Édition complète : fiscalité, CPS, déménagement, banque, activité, risques et plans 30–60–90 jours.

OUVERTURE

Préface — décider avec des preuves

La Polynésie française peut accueillir un projet de travail à distance viable, mais elle ne corrige ni un revenu fragile, ni un statut flou, ni une dépendance technique. Ce guide reprend la matière du document v10 et la renforce avec des vérifications 2026.

Ce que ce guide change

La version v10 posait la bonne ambition : traiter la Polynésie française comme un lieu de vie et de travail, pas comme un décor. Cette édition conserve cette matière, corrige les raccourcis trop fragiles et remet le parcours dans l'ordre réel : tester, documenter, décider, puis seulement déménager ou créer une activité. Le lecteur doit pouvoir refermer le magazine avec une liste de preuves à obtenir, pas seulement avec une envie renforcée.

La règle du terrain

Une affirmation commerciale, un prix vu sur un forum ou un débit annoncé pour une île ne valent pas une réponse écrite pour une adresse et un profil précis. Le projet avance lorsque chaque point critique possède un responsable, une source, une date et un plan B. Les scénarios de budget et d'organisation de ce guide sont donc des outils éditoriaux : ils servent à tester la solidité d'un projet, jamais à garantir un prix ou une décision administrative.

L'essentiel à retenir

- Distinguer le séjour de repérage, l'installation temporaire et l'établissement durable.
- Documenter les réponses : adresse exacte, horaires, coûts réels, statut, couverture santé et solution de repli.
- Revalider toute règle variable juste avant de réserver ou de déclarer une activité.

CHECKLIST

- ☐ Noter sa nationalité, sa durée et son statut de travail exacts.
- ☐ Fixer le revenu mensuel minimal et la réserve à ne pas toucher.
- ☐ Choisir une île de test et une solution de repli.

Conseil de terrain

Une décision devient solide lorsqu'elle comporte une hypothèse, une preuve datée, un responsable, une échéance et une condition d'arrêt. La revue 30–60–90 jours doit pouvoir conclure : continuer, corriger ou repartir — sans considérer le départ comme un échec.

Signaux d'alerte

- Décision fondée uniquement sur un séjour de vacances
- Aucun seuil d'arrêt financier, médical ou professionnel
- Engagements longs pris avant le test grandeur nature

NOTE DE DECISION	À documenter
Situation	Préface — décider avec des preuves
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

POINT CLÉ Méthode éditoriale : faits vérifiés, estimations signalées, jugement pratique séparé.

PARTIE 1 — LE PROJET

Le vrai test de compatibilité

Le projet tient lorsque le travail reste portable malgré le décalage horaire, une panne, un déplacement inter-îles et une baisse temporaire de revenu.

Tester l'activité avant le territoire

Commencez par simuler deux semaines de travail sur l'heure de Tahiti depuis votre domicile actuel. Déplacez les appels, imposez une plage asynchrone, limitez-vous à une connexion de secours et calculez le revenu après les frais incompressibles. Cet exercice met rapidement au jour les vraies incompatibilités : clients qui exigent une présence européenne continue, fichiers trop lourds, support d'urgence, sommeil dégradé ou marge insuffisante.

Le seuil de renoncement

Un projet sérieux prévoit le moment où l'on arrête. Définissez avant le départ trois signaux : revenu moyen sous le plancher pendant deux mois, santé ou sommeil durablement altérés, impossibilité de sécuriser le statut. Le retour n'est pas un échec ; c'est une option de continuité. Sans cette porte de sortie, on prolonge parfois une installation coûteuse uniquement parce qu'elle a déjà demandé beaucoup d'efforts.

Critère	Vert	Orange	Rouge
Revenu	Stable et diversifié	Concentré	Instable
Réunions	Asynchrones	Quelques créneaux	Journée en direct
Continuité	Deux routes testées	Secours non testé	Une seule route

L'essentiel à retenir

- Revenus récurrents et réserve de trésorerie séparée du budget voyage.
- Clients capables de travailler en asynchrone et promesse de réponse écrite.
- Deux accès internet réellement indépendants et un lieu de secours testé.
- Assurance, prescriptions et accès aux soins compatibles avec le profil.
- Droit au séjour, au travail et cadre fiscal clarifiés par écrit.

CHECKLIST

- ☐ Simuler le fuseau pendant dix jours ouverts.
- ☐ Mesurer le revenu après frais et commissions.
- ☐ Écrire trois critères d'arrêt.

Conseil de terrain

Une décision devient solide lorsqu'elle comporte une hypothèse, une preuve datée, un responsable, une échéance et une condition d'arrêt. La revue 30–60–90 jours doit pouvoir conclure : continuer, corriger ou repartir — sans considérer le départ comme un échec.

Signaux d'alerte

- Décision fondée uniquement sur un séjour de vacances
- Aucun seuil d'arrêt financier, médical ou professionnel
- Engagements longs pris avant le test grandeur nature

PIÈCE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Le vrai test de compatibilité
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

POINT CLÉ Un score faible n'interdit pas le projet : il indique ce qu'il faut corriger avant de partir.

PARTIE 1 — LE PROJET

Cinq archipels, des contraintes très différentes

La disponibilité des soins, des vols, du fret, des logements et des réseaux varie davantage d'une île à l'autre que ne le laisse penser une carte.

Une décision en entonnoir

Commencez par les besoins non négociables : spécialité médicale, fréquence de vol, scolarité, accès au fret, connexion montante, rendez-vous professionnels. Éliminez ensuite les îles qui ne satisfont pas ces contraintes, même si elles vous attirent davantage. Le choix est rarement définitif : beaucoup de projets gagnent à commencer sur Tahiti ou Moorea, puis à tester une base secondaire lorsque les routines sont stabilisées.

La micro-géographie compte

Deux logements distants de quelques kilomètres peuvent offrir des réalités opposées : circulation, bruit de chiens, humidité, ombre, couverture mobile, ruissellement ou temps d'accès au quai. Le repérage doit donc se faire par quartier et par adresse. Visitez aux heures d'appel avec l'Europe, un jour de pluie si possible, et chronométrez les trajets plutôt que de les estimer sur une carte.

L'essentiel à retenir

- Tahiti : concentration des services, de l'aéroport international et des réseaux professionnels ; trafic et prix à tester par quartier.
- Moorea : proximité de Tahiti, mais dépendance au ferry et couverture à vérifier à l'adresse.
- Îles Sous-le-Vent : bonnes bases possibles autour des îles les mieux desservies, avec moins de solutions de secours.
- Tuamotu, Marquises, Australes et Gambier : logistique, santé et fréquence des liaisons deviennent des critères centraux.

CHECKLIST

- ☐ Classer cinq besoins non négociables.
- ☐ Tester deux quartiers par île.
- ☐ Chronométrer un trajet réel en heure chargée.

Conseil de terrain

Visiter à l'heure chaude et après une pluie si possible. Tester bruit, ventilation, eau, pression, réseau mobile, trajet vers soins et courses, stationnement et risque naturel. Photographier l'état des lieux, relever les compteurs et faire écrire inventaire, charges, entretien, préavis et restitution du dépôt.

Signaux d'alerte

- Paiement important avant visite, identité du bailleur ou contrat
- Adresse séduisante mais accès, eau ou réseau non testés
- Achat immobilier avant une saison humide et une vérification foncière

POINTE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Cinq archipels, des contraintes très différentes
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : [Tahiti Tourisme - les îles](#) · [Tahiti Tourisme - se déplacer d'île en île](#)

PARTIE 1 — LE PROJET

Trois profils, trois niveaux d'engagement

Le même lieu peut convenir à un testeur et être inadapté à une installation permanente.

Nommer la phase

Le mot « installation » est trop large. Pour la phase test, l'objectif est d'apprendre sans immobiliser de capital : logement meublé, activité conservée dans son cadre existant, peu d'effets personnels. La phase de transition ajoute les démarches, la recherche de bail et le test des paiements. L'établissement durable vient seulement quand le statut, la santé, la fiscalité et la continuité client sont documentés.

Ne pas acheter pour se rassurer

Acheter un véhicule, expédier un conteneur ou signer un long bail donne une impression d'avancement mais réduit la réversibilité. Pendant le test, payez plutôt pour obtenir de l'information : un logement dans deux zones, une journée de coworking, un rendez-vous professionnel, un essai de transport. Les dépenses d'apprentissage sont souvent moins chères que les dépenses d'ancrage prématuré.

L'essentiel à retenir

- Nomade-test : conserve son domicile et son cadre professionnel, travaille sur place pendant deux à six semaines.
- Freelance en transition : teste clients, paiements, statut, logement et santé sur un à trois mois.
- Entrepreneur établi : déplace progressivement une activité déjà stable avec conseil fiscal et juridique adapté.

CHECKLIST

- ☐ Donner un nom et une date de fin à la phase actuelle.
- ☐ Limiter les engagements irréversibles.
- ☐ Définir les preuves exigées avant la phase suivante.

Conseil de terrain

Tester une semaine réelle avant de s'engager : horaires locaux, réunions, accès aux données, paie ou facturation, panne de réseau et indisponibilité médicale. L'accord doit préciser le territoire, la durée, l'équipement, l'assurance, la confidentialité et la procédure de retour anticipé.

Signaux d'alerte

- L'employeur dit oui sans avenant ni contrôle juridique
- Le revenu dépend d'un seul client ou d'un seul outil de paiement
- Aucune solution si le logement ou le réseau devient inutilisable

PHASE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Trois profils, trois niveaux d'engagement
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

POINT CLÉ Ne jamais confondre durée touristique, droit de travailler, résidence fiscale et immatriculation.

PARTIE 1 — LE PROJET

Climat, saisons et continuité

La chaleur, l'humidité, les fortes pluies et les épisodes météo peuvent dégrader le sommeil, l'équipement, le réseau et les transports.

Auditer le confort de travail

La température annoncée ne dit pas si un bureau reste utilisable l'après-midi. Observez l'orientation, la ventilation traversante, le bruit de la climatisation, les reflets, l'odeur d'humidité et l'état des prises. Ouvrez les placards, regardez les bas de murs et demandez l'historique des infiltrations. Un logement agréable au coucher du soleil peut devenir épuisant pendant six heures d'écran.

Transformer la météo en procédure

Le bon réflexe n'est pas de prévoir exactement chaque épisode, mais de savoir quoi faire. Batterie chargée, données sauvegardées, documents hors ligne, eau et médicaments disponibles, trajet d'évacuation connu : ces gestes protègent autant le foyer que l'activité. Les alertes locales et les consignes des autorités priment toujours sur l'agenda professionnel.

L'essentiel à retenir

- Tester le logement aux heures chaudes et pendant une journée de pluie.
- Prévoir ventilation, rangement sec, protection électrique et sauvegarde hors site.
- Ne pas placer un livrable critique le jour d'un transfert inter-îles.
- Consulter la prévision et les vigilances officielles, pas seulement une application globale.

CHECKLIST

- ☐ Visiter le logement à 14 h.
- ☐ Contrôler humidité et ruissellement.
- ☐ Écrire une procédure pluie forte et coupure.

Conseil de terrain

Visiter à l'heure chaude et après une pluie si possible. Tester bruit, ventilation, eau, pression, réseau mobile, trajet vers soins et courses, stationnement et risque naturel. Photographier l'état des lieux, relever les compteurs et faire écrire inventaire, charges, entretien, préavis et restitution du dépôt.

Signaux d'alerte

- Paiement important avant visite, identité du bailleur ou contrat
- Adresse séduisante mais accès, eau ou réseau non testés
- Achat immobilier avant une saison humide et une vérification foncière

FIÈCHE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Climat, saisons et continuité
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : [Météo-France Polynésie](#)

PARTIE 2 — CADRE LÉGAL

Le parcours légal en cinq questions

La bonne réponse dépend de la nationalité, de la durée, du lien de subordination, du lieu des clients et de l'existence d'une activité locale.

Construire une fiche de situation

Préparez une page factuelle avant de contacter l'administration : nationalité, pays de résidence actuel, membres du foyer, durée, employeur ou forme d'activité, lieu des clients, prospection locale, chiffre d'affaires prévisionnel et biens à importer. Une question vague reçoit souvent une réponse prudente ou incomplète. Une situation décrite précisément permet d'identifier le bon service.

Conserver la preuve

Sauvegardez les réponses, formulaires, accusés de réception et versions des pages consultées. Notez le service, la date et le contexte. Cette discipline ne remplace pas la décision de l'autorité, mais évite de repartir de zéro et facilite la mise à jour. Une capture d'un forum ou un message d'un prestataire commercial ne vaut pas une source officielle.

L'essentiel à retenir

- 1. Ai-je le droit d'entrer et de rester pour la durée prévue ?
- 2. Mon activité exige-t-elle une autorisation de travail ?
- 3. Mon employeur autorise-t-il le travail depuis la Polynésie française et le traitement des données depuis ce territoire ?
- 4. Dois-je immatriculer une activité locale ou déclarer un investissement ?
- 5. Quels pays ou territoires peuvent me considérer résident fiscal ou imposer mes revenus ?

CHECKLIST

- ☐ Rédiger la fiche de situation en une page.
- ☐ Adresser chaque question au service compétent.
- ☐ Archiver les réponses avec leur date.

Conseil de terrain

La preuve utile n'est pas une impression générale mais un dossier cohérent : nationalité, motif, durée, activité réelle, employeur ou clients, personnes à charge et date d'effet. Présenter exactement la même situation au Haut-commissariat, au SEFI, à la DICP et à la CPS évite des réponses incompatibles.

Signaux d'alerte

- Une réponse orale sans nom, date ni référence
- Un visa ou titre valable pour la France mais non vérifié pour la Polynésie française
- Une règle des 183 jours utilisée comme réponse fiscale universelle

FICHE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Le parcours légal en cinq questions
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : [Haut-commissariat - accueil des étrangers](#) · [Direction du travail - droits du travailleur étranger](#) · [ADE - guide de l'investisseur 2025](#) · [DICP - professionnels](#)

PARTIE 2 — CADRE LÉGAL

Entrée et séjour : vérifier son cas exact

Les règles applicables à la Polynésie française ne se déduisent pas automatiquement d'un droit valable en métropole ou dans l'espace Schengen.

Le dossier de voyage

Gardez dans un espace chiffré et hors ligne le passeport, les visas applicables, les justificatifs de ressources et d'assurance, les billets, l'adresse d'arrivée et les documents des enfants. Pour un ressortissant non français, ne déduisez jamais la validité en Polynésie d'un visa ou d'un titre utilisé en métropole : le périmètre territorial doit être explicite.

Avant de prolonger

Un séjour court qui devient installation modifie plusieurs sujets à la fois. Avant de dépasser la phase test, revalidez la situation du foyer, l'assurance maladie, le droit d'exercer l'activité, les obligations de l'employeur et le calendrier fiscal. La bonne question n'est pas seulement « puis-je rester ? » mais « dans quel cadre vais-je vivre, travailler et être couvert ? »

L'essentiel à retenir

- Citoyen français : pas de titre de séjour, mais les autres obligations professionnelles, fiscales et sociales restent distinctes.
- Ressortissant UE : l'administration indique une entrée sans visa ni titre ; au-delà de trois mois, moyens suffisants, assurance maladie et enregistrement en mairie sont à vérifier.
- Autre nationalité : utiliser France-Visas et exiger que le visa soit valable pour la Polynésie française lorsque nécessaire.
- Contrôler aussi les règles de transit et la validité du passeport.

CHECKLIST

- ☐ Vérifier le périmètre territorial du visa.
- ☐ Conserver les justificatifs hors ligne.
- ☐ Recontrôler avant tout changement de durée.

Conseil de terrain

La preuve utile n'est pas une impression générale mais un dossier cohérent : nationalité, motif, durée, activité réelle, employeur ou clients, personnes à charge et date d'effet. Présenter exactement la même situation au Haut-commissariat, au SEFI, à la DICP et à la CPS évite des réponses incompatibles.

Signaux d'alerte

- Une réponse orale sans nom, date ni référence
- Un visa ou titre valable pour la France mais non vérifié pour la Polynésie française
- Une règle des 183 jours utilisée comme réponse fiscale universelle

PIÈCE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Entrée et séjour : vérifier son cas exact
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : [Haut-commissariat - accueil des étrangers](#) · [France-Visas](#)

PARTIE 2 — CADRE LÉGAL

Salarié à distance : accord, droit du travail et données

L'accord oral d'un manager ne suffit pas. Le lieu de travail peut modifier les obligations de l'employeur, l'assurance, la sécurité des données et le droit applicable.

Ce que l'accord doit couvrir

L'écrit doit préciser la durée, le fuseau de référence, les plages de disponibilité, le matériel, les frais, la confidentialité et la conduite à tenir en cas de panne ou de maladie. Ajoutez le droit au retour anticipé et la personne qui arbitre une situation urgente. Sans ces points, les attentes divergent dès la première difficulté.

La question des données

Cartographiez les informations auxquelles le salarié accède : données de santé, financières, clients publics, secrets industriels. Vérifiez les restrictions de localisation, les clauses contractuelles, les journaux d'accès et les exigences du client final. Le VPN est un moyen technique, pas une autorisation juridique. En cas de doute, le responsable sécurité ou le DPO doit valider le dispositif.

L'essentiel à retenir

- Obtenir un accord écrit précisant pays, durée, horaires, matériel et prise en charge des incidents.
- Vérifier l'autorisation de travail lorsque le salarié n'est pas français ; le SEFI est cité comme service compétent.
- Valider l'accès aux outils, aux données personnelles et aux environnements réglementés depuis le territoire.
- Documenter les règles d'accident du travail, de santé, de retour anticipé et de disponibilité.

CHECKLIST

- ☐ Obtenir l'accord écrit de l'employeur.
- ☐ Valider données et contrats clients.
- ☐ Tester une semaine d'horaires réels.

Conseil de terrain

Tester une semaine réelle avant de s'engager : horaires locaux, réunions, accès aux données, paie ou facturation, panne de réseau et indisponibilité médicale. L'accord doit préciser le territoire, la durée, l'équipement, l'assurance, la confidentialité et la procédure de retour anticipé.

Signaux d'alerte

- L'employeur dit oui sans avenant ni contrôle juridique
- Le revenu dépend d'un seul client ou d'un seul outil de paiement
- Aucune solution si le logement ou le réseau devient inutilisable

FIÈRE DE DECISION	A documenter
Situation	Salarié à distance : accord, droit du travail et données
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : [Direction du travail - droits du travailleur étranger](#) · [Direction du travail - guide télétravail](#) · [CNIL - sécurité des données](#)

PARTIE 2 — CADRE LÉGAL

Indépendant : clients étrangers ne signifie pas absence de règles

Facturer hors de Polynésie française ne répond pas à lui seul aux questions d'établissement, d'autorisation, d'impôt et de protection sociale.

Décrire avant de choisir

Listez ce que vous faites réellement, pour qui, depuis où et avec quels moyens. Précisez si vous démarchez localement, recevez du public, stockez, employez ou sous-traitez. Cette description permet à la CCISM, à la DICP ou au conseil de distinguer une activité temporairement exercée à distance d'une installation professionnelle durable.

La chaîne de preuve

Un indépendant installé doit pouvoir relier chaque contrat à une facture, un paiement, une commission de plateforme, un montant bancaire et une écriture de recette. Ce rapprochement mensuel révèle rapidement les erreurs de change, les paiements manquants et les seuils approchés. Attendre la déclaration annuelle rend les corrections plus difficiles et plus coûteuses.

L'essentiel à retenir

- Décrire l'activité réelle : lieu d'exécution, clientèle, prospection locale, stockage, salariés et moyens permanents.
- Demander un avis écrit à la CCISM ou à la DICP avant de facturer depuis une installation durable.
- Pour un investisseur étranger, vérifier autorisation ou déclaration selon la nationalité, le secteur et l'opération.
- Conserver contrats, factures, preuves de résidence, registre des recettes et justificatifs de paiement.

CHECKLIST

- ☐ Décrire l'activité en dix lignes.
- ☐ Obtenir une orientation écrite.
- ☐ Rapprocher factures et banque chaque mois.

Conseil de terrain

Tester une semaine réelle avant de s'engager : horaires locaux, réunions, accès aux données, paie ou facturation, panne de réseau et indisponibilité médicale. L'accord doit préciser le territoire, la durée, l'équipement, l'assurance, la confidentialité et la procédure de retour anticipé.

Signaux d'alerte

- L'employeur dit oui sans avenant ni contrôle juridique
- Le revenu dépend d'un seul client ou d'un seul outil de paiement
- Aucune solution si le logement ou le réseau devient inutilisable

FIGE DE DECISION	A documenter
Situation	Indépendant : clients étrangers ne signifie pas absence de règles
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : CCISM - immatriculer une entreprise individuelle · DICP - professionnels · ADE - guide de l'investisseur 2025

PARTIE 2 — CADRE LÉGAL

Résidence fiscale : abandonner la règle automatique des 183 jours

Le seuil de 183 jours est un indice utilisé dans certains systèmes, pas une réponse universelle. Le foyer, le séjour principal, l'activité et les conventions peuvent compter.

Une analyse de liens

Durée de présence, logement disponible, conjoint et enfants, activité principale, sociétés, biens et revenus de source extérieure doivent être examinés ensemble. La DICP rappelle l'autonomie fiscale polynésienne et les limites de l'attestation de résidence locale. Cela ne suffit pas à éteindre les obligations d'un autre territoire.

La décision à documenter

Avant de déplacer une entreprise ou de fermer un statut, faites établir une note courte qui expose les faits, les hypothèses et les obligations dans chaque juridiction. Demandez aussi ce qui changerait si la durée, la clientèle ou la situation familiale évoluait. Le coût de ce cadrage doit être comparé au risque d'une double obligation, pas à celui d'une recherche gratuite.

L'essentiel à retenir

- La Polynésie française dispose d'un droit fiscal autonome.
- La DICP indique qu'elle ne délivre pas d'attestation de résidence fiscale au sens métropolitain, faute d'impôt général sur l'ensemble des revenus des personnes physiques.
- Une autre juridiction peut néanmoins maintenir une résidence fiscale ou imposer certains revenus.
- Faire analyser l'ensemble du foyer, des revenus et des établissements avant de déplacer une structure.

CHECKLIST

- ☐ Cartographier foyer, revenus et entités.
- ☐ Abandonner le raccourci des 183 jours.
- ☐ Faire confirmer les deux côtés si nécessaire.

Conseil de terrain

La preuve utile n'est pas une impression générale mais un dossier cohérent : nationalité, motif, durée, activité réelle, employeur ou clients, personnes à charge et date d'effet. Présenter exactement la même situation au Haut-commissariat, au SEFI, à la DICP et à la CPS évite des réponses incompatibles.

Signaux d'alerte

- Une réponse orale sans nom, date ni référence
- Un visa ou titre valable pour la France mais non vérifié pour la Polynésie française
- Une règle des 183 jours utilisée comme réponse fiscale universelle

FICHE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Résidence fiscale : abandonner la règle automatique des 183 jours
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

POINT CLÉ Correction v10 : ne plus présenter 183 jours comme une règle suffisante.

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : [DICP - note sur l'attestation de résidence fiscale](#) · [DICP - professionnels](#)

PARTIE 4 — ACTIVITÉ

Créer l'activité dans le bon ordre

Le choix de la forme vient après la description de l'activité, du risque, des associés, du financement et de la clientèle.

Préparer le rendez-vous

Apportez une description d'activité, une prévision simple, l'origine des clients, les contrats types, les associés, le besoin de salariés et l'adresse envisagée. Indiquez les professions réglementées, les investissements étrangers et les biens importés. Le but est d'obtenir une liste de formalités propre à votre cas.

Tester la chaîne commerciale

Avant d'annoncer l'ouverture, réalisez un cycle complet avec une petite mission : devis, signature, facture, paiement, rapprochement et archivage. Vérifiez les mentions, la devise, le délai de retrait et les commissions. Ce test transforme une immatriculation administrative en activité opérationnelle.

L'essentiel à retenir

- 1. Décrire précisément activités principale et secondaires.
- 2. Vérifier autorisations, diplômes, investissement étranger et domiciliation.
- 3. Choisir entreprise individuelle ou société avec conseil si nécessaire.
- 4. Déposer le dossier auprès du guichet compétent : CDFE/CCISM ou DICP selon l'activité.
- 5. Vérifier numéro TAHITI, patente, fiscalité, CPS, compte, facturation et calendrier déclaratif.
- 6. Tester un cycle complet devis–contrat–facture–encaissement–déclaration.

CHECKLIST

- ☐ Préparer le dossier avant le choix de forme.
- ☐ Vérifier chaque numéro et inscription.
- ☐ Tester un cycle commercial complet.

Conseil de terrain

Décrire l'activité en une page avant toute formalité : prestations, clientèle, lieu d'exécution, chiffre d'affaires attendu, moyens permanents, salariés, achats et flux internationaux. Cette fiche permet à la CCISM, à la DICP, à la CPS et à la banque de répondre sur les mêmes faits et révèle les contradictions avant la première facture.

Signaux d'alerte

- Créer une structure avant d'avoir testé encaissement et retrait
- Confondre patente, régime TPE, TVA et protection sociale
- Promettre un tarif sans intégrer charges, impayés et temps administratif

FICHE DE DECISION	À documenter
Situation	Créer l'activité dans le bon ordre
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : [CCISM - immatriculer une entreprise individuelle](#) · [DICP - professionnels](#) · [ADE - guide de l'investisseur 2025](#)

PARTIE 4 — ACTIVITÉ

Protection sociale : construire la continuité

Le projet doit préciser qui couvre maladie, maternité, accident, invalidité, retraite et rapatriement pendant chaque phase.

Faire une frise de couverture

Tracez une ligne du temps depuis le départ jusqu'à six mois après l'installation. Placez l'assurance voyage, le régime d'origine, la CPS, les carences, la maternité, les sports et le rapatriement. Les trous apparaissent immédiatement. Demandez des attestations qui nomment le territoire et l'activité professionnelle.

Organiser les soins

Identifiez le médecin, la pharmacie, l'hôpital ou dispensaire pertinent et le moyen d'évacuation depuis l'île choisie. Pour un traitement, vérifiez le nom de la molécule, la disponibilité, le renouvellement et le transport. Gardez ordonnance, compte rendu et contacts hors ligne, avec une personne qui sait où les trouver.

L'essentiel à retenir

- Demander à la CPS le régime applicable au statut et à la date de début.
- Comparer couverture locale, assurance voyage, assurance expatrié et garanties de carte sans supposer qu'elles se cumulent.
- Vérifier exclusions liées au travail, aux sports, aux antécédents et à la durée.
- Conserver attestations, numéros d'assistance, prescriptions et contacts hors ligne.
- Prévoir le retour ou la poursuite de soins si un traitement n'est pas disponible sur l'île.

CHECKLIST

- ☐ Tracer les couvertures sur une frise.
- ☐ Vérifier les exclusions de travail et de sport.
- ☐ Préparer le dossier médical hors ligne.

Conseil de terrain

Une décision devient solide lorsqu'elle comporte une hypothèse, une preuve datée, un responsable, une échéance et une condition d'arrêt. La revue 30–60–90 jours doit pouvoir conclure : continuer, corriger ou repartir — sans considérer le départ comme un échec.

Signaux d'alerte

- Décision fondée uniquement sur un séjour de vacances
- Aucun seuil d'arrêt financier, médical ou professionnel
- Engagements longs pris avant le test grandeur nature

FiCHE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Protection sociale : construire la continuité
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : [Caisse de prévoyance sociale](#) · [Direction de la santé - conseils aux voyageurs](#) · [Direction de la santé - annuaire](#)

PARTIE 5 — VIE SUR PLACE

Budget : trois scénarios et une réserve

Les montants ci-dessous sont des estimations éditoriales 2026, hors billets internationaux et fiscalité professionnelle. Ils servent de stress-test, pas de devis.

Trois budgets, pas un

Créez un budget mensuel normal, un budget d'arrivée et un budget d'urgence. L'arrivée ajoute transport, logement temporaire, caution, achats de base, connexion, véhicule ou location et formalités. L'urgence finance un retour, un remplacement d'ordinateur, une franchise d'assurance ou plusieurs semaines sans revenu.

Travailler en francs CFP

Le taux du franc CFP est lié à l'euro, mais les revenus peuvent être dans une autre devise et subir frais et variations. Budgetez dans la devise des dépenses, puis convertissez les revenus avec une hypothèse prudente. Conservez une ligne « inconnu » de 10 à 15 % pendant les premiers mois au lieu d'afficher une précision artificielle.

Scénario mensuel	F CFP	Environ €	Usage
Serré	180 000–240 000	1 510–2 010	Logement simple, peu de déplacements
Confortable	300 000–420 000	2 510–3 520	Bon poste de travail et mobilité
Premium	500 000–700 000	4 190–5 870	Logement haut de gamme, marge forte

L'essentiel à retenir

- Demander des devis datés pour logement, internet, véhicule et assurance.
- Ajouter dépôt, équipement, frais d'installation, billets modifiables et retour anticipé.
- Tester une baisse de revenu de 30 % et un mois d'immobilisation.

CHECKLIST

- ☐ Séparer mensuel, arrivée et urgence.
- ☐ Ajouter 10 à 15 % d'inconnus.
- ☐ Tester la perte du premier client.

Conseil de terrain

Construire trois budgets : installation, mois normal et mois dégradé. Les devis datés priment sur les moyennes. Le scénario dégradé doit intégrer baisse de revenu, billet urgent, remplacement d'appareil, double logement temporaire et soins non prévus sans consommer la trésorerie professionnelle.

Signaux d'alerte

- Budget limité au loyer et aux courses
- Dépôt, fret, véhicule, assurance ou retour absent du calcul
- Moyenne internet utilisée comme prix garanti sur une île précise

FICHE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Budget : trois scénarios et une réserve
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

POINT CLÉ Conversion utilisée : parité fixe du franc CFP avec l'euro, arrondie.

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : [Institut de la statistique de la Polynésie française](#)

PARTIE 5 — VIE SUR PLACE

Logement : louer sans confondre vue et bureau

Le logement doit être validé pour le travail, le sommeil, la chaleur, le bruit, la sécurité et la sortie du contrat.

La visite technique

Testez prises, eau, ventilation, bruit, moustiquaires, verrouillage, stationnement et couverture mobile. Demandez ce qui est inclus, la puissance disponible, l'entretien du jardin, l'assainissement, les coupures habituelles et la gestion des déchets. Photographiez l'état des lieux avec l'accord des parties et faites inscrire les équipements au bail.

Le risque de localisation

Consultez les informations disponibles sur les aléas : inondation, mouvement de terrain, submersion. Les cartes d'information peuvent être évolutives et ne remplacent pas un document réglementaire, mais elles orientent les questions. Demandez l'historique du terrain, le chemin d'évacuation et l'accessibilité pendant les fortes pluies.

L'essentiel à retenir

- Vérifier identité du propriétaire ou mandat de l'intermédiaire.
- Lire durée, dépôt, charges, inventaire, état des lieux, préavis et restitution.
- Tester la connexion à l'intérieur de l'unité, pas au portail ou dans le quartier.
- Observer circulation, chiens, coqs, voisins, humidité et ventilation aux heures utiles.
- Ne jamais verser un dépôt urgent sans identité, contrat, adresse et visite ou preuve fiable.

CHECKLIST

- ☐ Visiter jour, soir et pluie si possible.
- ☐ Obtenir les charges par écrit.
- ☐ Vérifier aléas et évacuation.

Conseil de terrain

Visiter à l'heure chaude et après une pluie si possible. Tester bruit, ventilation, eau, pression, réseau mobile, trajet vers soins et courses, stationnement et risque naturel. Photographier l'état des lieux, relever les compteurs et faire écrire inventaire, charges, entretien, préavis et restitution du dépôt.

Signaux d'alerte

- Paiement important avant visite, identité du bailleur ou contrat
- Adresse séduisante mais accès, eau ou réseau non testés
- Achat immobilier avant une saison humide et une vérification foncière

FICHE DE DECISION	À documenter
Situation	Logement : louer sans confondre vue et bureau
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

PARTIE 5 — VIE SUR PLACE

Santé et quotidien : préparer l'ordinaire

La continuité humaine compte autant que la continuité internet. Les soins spécialisés et les stocks varient selon les îles.

Le kit de continuité

Prévoyez les traitements prescrits, une copie de l'ordonnance, la protection contre les moustiques, la protection solaire, l'hydratation et le matériel de premiers soins adapté à vos activités. Vérifiez les conditions de transport des médicaments. N'importez pas un produit réglementé sans contrôler la règle applicable.

Savoir où aller

Enregistrez les contacts du dispensaire, de la pharmacie, du médecin et de l'assistance. Depuis une île éloignée, la question est aussi logistique : horaire de transport, accompagnant, avance de frais, nuit à Tahiti. Pour une maladie chronique ou une grossesse, validez ce parcours avant de choisir l'île.

L'essentiel à retenir

- Identifier médecin, pharmacie, structure d'urgence et trajet depuis le logement.
- Préparer prescriptions et quantité de médicaments avec un professionnel de santé.
- Prévenir chaleur, soleil, moustiques, déshydratation et risque alimentaire ; la Direction de la santé rappelle notamment dengue et ciguatera.
- Garder numéros d'assistance, dossier médical utile et coordonnées d'un proche hors ligne.
- Prévoir une règle d'arrêt du travail et de consultation.

CHECKLIST

- ☐ Préparer traitements et ordonnances.
- ☐ Identifier les soins par niveau.
- ☐ Conserver les contacts hors ligne.

Conseil de terrain

Le projet du foyer se vérifie personne par personne : soins courants et spécialisés, prescriptions, école ou garde, transport, sécurité, isolement et capacité de retour. Pour un animal, calendrier sanitaire, importation, compagnie, logement et vétérinaire doivent être compatibles entre eux.

Signaux d'alerte

- Assurance citée sans tableau des exclusions
- École, garde ou traitement supposé disponible sur l'île choisie
- Billet réservé avant validation écrite du dossier animal

FICHE DE DECISION	À documenter
Situation	Santé et quotidien : préparer l'ordinaire
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : [Direction de la santé - conseils aux voyageurs](#) · [Direction de la santé - annuaire](#) · [Caisse de prévoyance sociale](#)

PARTIE 5 — VIE SUR PLACE

Famille, école et animaux

Un projet viable en solo peut échouer avec des enfants ou un animal si calendrier, logement, soins et transport ne sont pas anticipés.

Enfants : partir du dossier scolaire

Rassemblez identité, justificatif d'adresse, dossier scolaire, décisions d'orientation, vaccinations et besoins particuliers. Contactez la DGEE ou l'établissement pour le niveau exact ; les circuits diffèrent selon l'âge et la provenance. Le logement doit être choisi avec le trajet scolaire réel, pas seulement la distance.

Animaux : commencer très tôt

La Biosécurité recommande d'engager le dossier de chien ou chat environ sept mois avant le départ. L'importation implique permis, identification, protocole sanitaire et transport selon les règles en vigueur. Certaines espèces sont interdites. Ne réservez pas un logement ou un billet non remboursable avant d'avoir validé l'espèce, le calendrier et la compagnie.

L'essentiel à retenir

- Confirmer inscription, secteur, calendrier, transport scolaire et continuité pédagogique auprès des services compétents.
- Vérifier garde, activités, accès aux soins pédiatriques et horaires avec les réunions.
- Pour un animal : règles d'importation, identification, vaccins, délais, compagnie aérienne, logement et vétérinaire.
- Prévoir qui repart avec les enfants ou l'animal en cas d'urgence professionnelle ou médicale.

CHECKLIST

- ☐ Ouvrir le dossier scolaire avant le bail.
- ☐ Commencer l'animal environ sept mois avant.
- ☐ Vérifier logement, transport et secours.

Conseil de terrain

Le projet du foyer se vérifie personne par personne : soins courants et spécialisés, prescriptions, école ou garde, transport, sécurité, isolement et capacité de retour. Pour un animal, calendrier sanitaire, importation, compagnie, logement et vétérinaire doivent être compatibles entre eux.

Signaux d'alerte

- Assurance citée sans tableau des exclusions
- École, garde ou traitement supposé disponible sur l'île choisie
- Billet réservé avant validation écrite du dossier animal

FIÈCHE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Famille, école et animaux
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

PARTIE 5 — VIE SUR PLACE

Transport : liaisons inter-îles et mobilité locale

La durée affichée d'un trajet n'inclut pas toujours attente, enregistrement, météo, fret, stationnement ou correspondance.

Ne pas promettre sur un jour de transfert

Un vol ou un bateau peut être modifié ; le trajet jusqu'au quai ou à l'aéroport ajoute de l'incertitude. Bloquez les journées de transfert comme non productives pour les livrables critiques. Téléchargez les dossiers, gardez l'alimentation et informez le client avant de partir.

Acheter ou importer un véhicule

Comparez le coût total : achat, assurance, entretien, pièces, transport inter-îles et revente. Pour un véhicule importé, la DTT demande de vérifier droits et taxes, conformité puis immatriculation. Pour un achat local, conservez une copie du certificat de cession et respectez le délai de dépôt applicable.

L'essentiel à retenir

- Séparer le guide inter-îles du besoin quotidien : voiture, bus, scooter, vélo, marche et stationnement.
- Tester le trajet logement–courses–soins–aéroport aux heures réelles.
- Prévoir une marge météo et ne pas coupler transfert et échéance client critique.
- Consulter les horaires des compagnies et, pour le maritime, les ressources DPAM ; revalider avant chaque départ.
- Comparer coût total d'un véhicule : achat ou location, assurance, entretien, pièces, carburant et revente.

CHECKLIST

- ☐ Bloquer les jours de transfert.
- ☐ Télécharger le travail hors ligne.
- ☐ Comparer le coût total du véhicule.

Conseil de terrain

Séparer bagage immédiat, fret différé et objets à ne pas expédier. Photographier, numéroté et valoriser chaque colis ; garder en cabine identité, contrats, médicaments, sauvegardes et matériel indispensable. Ne signer internet, véhicule ou fret qu'après confirmation de l'adresse exacte et des délais réels.

Signaux d'alerte

- Devis sans volume, assurance, taxes ni délai contractuel
- Dépendance à un seul moyen de transport ou de connexion
- Matériel essentiel expédié sans copie ni solution locale

FICHE DE DECISION	À documenter
Situation	Transport : liaisons inter-îles et mobilité locale
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

Sources officielles vérifiées le 21 juillet 2026 : [Tahiti Tourisme - se déplacer d'île en île](#) · [DPAM - planning des navires](#) · [Météo-France Polynésie](#)

PARTIE 5 — VIE SUR PLACE

Intégration, culture et clientèle locale

S'installer ne donne pas automatiquement un réseau ni une légitimité commerciale locale. L'observation et la constance comptent davantage que le discours d'arrivée.

Arriver en apprenant

Présentez-vous, saluez, demandez avant de photographier et observez les rythmes du voisinage. Une relation de confiance compte davantage qu'une optimisation immédiate. Soutenez les commerces et services locaux sans transformer chaque échange en opportunité de contenu ou de prospection.

Rester discret professionnellement

Le travail à distance peut donner l'impression d'être hors du territoire alors que le logement, le bruit, les déchets et les déplacements ont un impact local. Respectez les règles, les lieux culturels, le lagon et les usages. Le mini-lexique aide à ouvrir la relation ; il ne remplace ni l'écoute ni la prononciation apprise auprès de locuteurs.

L'essentiel à retenir

- Respecter horaires, relations, lieux, pratiques et contraintes logistiques locales.
- Apprendre les salutations et les usages sans folkloriser la langue ni les personnes.
- Ne pas présenter une recommandation commerciale comme un conseil neutre.
- Pour des clients locaux, clarifier besoin, budget, décisionnaire, délai, paiement et support après livraison.
- Contribuer avant de solliciter : associations, événements professionnels et entraide réelle.

CHECKLIST

- ☐ Apprendre les salutations essentielles.
- ☐ Demander avant de photographier.
- ☐ Soutenir sans folkloriser.

Conseil de terrain

Le projet du foyer se vérifie personne par personne : soins courants et spécialisés, prescriptions, école ou garde, transport, sécurité, isolement et capacité de retour. Pour un animal, calendrier sanitaire, importation, compagnie, logement et vétérinaire doivent être compatibles entre eux.

Signaux d'alerte

- Assurance citée sans tableau des exclusions
- École, garde ou traitement supposé disponible sur l'île choisie
- Billet réservé avant validation écrite du dossier animal

FIÈCHE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Intégration, culture et clientèle locale
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

PARTIE 6 — DÉCISION

Séjour de repérage : protocole de 14 jours

Le repérage doit contenir au moins cinq journées de production normales et un incident simulé.

Semaine 1 : reproduire

Gardez les horaires, la charge et les outils habituels. Faites les courses, les trajets, un rendez-vous de santé simulé, une journée de pluie et un test de secours. Notez dépenses, sommeil, débit, bruit et niveau d'énergie. Ne changez pas tout le programme pour profiter du beau temps.

Semaine 2 : comparer

Changez de quartier ou d'île seulement si cela répond à une question. Comparez avec la même grille. Rencontrez les services pertinents, demandez l'éligibilité du logement et contrôlez les postes de budget. Le dernier jour, décidez entre continuer, corriger ou arrêter ; ne signez rien sous l'effet du départ.

Jours	Objectif	Preuve
1–2	Installer + tester le secours	Tous les outils fonctionnent
3–5	Trois journées complètes	Horaires et appels viables
6–7	Courses, soins, transport	Temps et coûts réels
8–10	Tester une seconde zone	Comparaison documentée
11–13	Simuler une panne	Temps de reprise
14	Décider	Non / retest / avancer

CHECKLIST

- ☐ Mesurer chaque jour cinq indicateurs.
- ☐ Comparer avec la même grille.
- ☐ Attendre 48 h avant un engagement long.

Conseil de terrain

Une décision devient solide lorsqu'elle comporte une hypothèse, une preuve datée, un responsable, une échéance et une condition d'arrêt. La revue 30–60–90 jours doit pouvoir conclure : continuer, corriger ou repartir — sans considérer le départ comme un échec.

Signaux d'alerte

- Décision fondée uniquement sur un séjour de vacances
- Aucun seuil d'arrêt financier, médical ou professionnel
- Engagements longs pris avant le test grandeur nature

FICHE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Séjour de repérage : protocole de 14 jours
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

POINT CLÉ Un séjour uniquement touristique ne valide pas un modèle professionnel.

PARTIE 6 — DÉCISION

Trois plans d'action

Le niveau d'engagement augmente seulement lorsque le statut, le revenu, l'adresse et la continuité passent les critères écrits.

Jours 1 à 30 : stabiliser

Sécurisez logement temporaire, deux connexions, santé, transport et rythme client. Ouvrez les dossiers administratifs sans préjuger de leur réponse. Suivez toutes les dépenses et refusez les achats lourds tant que l'adresse et le statut ne sont pas validés.

Jours 31 à 90 : engager progressivement

Choisissez le logement durable, terminez l'immatriculation applicable, testez paiements et calendrier déclaratif. Au jour 60, faites une revue du revenu, du sommeil et de la famille. Au jour 90, décidez si le projet doit s'ancrer, changer d'île ou rester temporaire.

L'essentiel à retenir

- Plan A — repérage 2 à 6 semaines : conserver base d'origine, travailler réellement, documenter et repartir sans engagement long.
- Plan B — transition 1 à 3 mois : valider clients, paiements, statut, logement, santé et budget avec date de sortie.
- Plan C — installation progressive : immatriculation, protection sociale, contrats, deux réseaux, réserve et revue à 30–60–90 jours.
- À chaque étape : une condition d'entrée, une preuve attendue et une condition d'arrêt.

CHECKLIST

- ☐ Stabiliser avant d'acheter.
- ☐ Faire une revue au jour 60.
- ☐ Prendre une décision explicite au jour 90.

Conseil de terrain

Une décision devient solide lorsqu'elle comporte une hypothèse, une preuve datée, un responsable, une échéance et une condition d'arrêt. La revue 30–60–90 jours doit pouvoir conclure : continuer, corriger ou repartir — sans considérer le départ comme un échec.

Signaux d'alerte

- Décision fondée uniquement sur un séjour de vacances
- Aucun seuil d'arrêt financier, médical ou professionnel
- Engagements longs pris avant le test grandeur nature

PIÈCE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Trois plans d'action
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

PARTIE 6 — DÉCISION

Dix erreurs et la matrice finale

La décision correcte peut être non, pas maintenant, autre île ou nouveau test. Ce n'est pas un échec.

Les quatre confusions

Une autorisation d'entrée n'est pas une autorisation de travail ; une île couverte n'est pas une adresse connectée ; l'absence d'un impôt n'est pas l'absence de fiscalité ; une carte de paiement fonctionnelle n'est pas un compte marchand éligible. Affichez ces quatre phrases dans le dossier de projet.

Le biais du coût déjà engagé

Billet, caution, fret et annonce publique peuvent pousser à maintenir un projet devenu fragile. La revue mensuelle doit ignorer ce qui est déjà dépensé et comparer uniquement les options futures. Une correction rapide ou un retour planifié protègent mieux l'activité qu'une fuite en avant.

L'essentiel à retenir

- Croire qu'un bon test de débit prouve la continuité.
- Signer longtemps avant de tester chaleur, bruit et réseau.
- Réduire la fiscalité à 183 jours.
- Utiliser une adresse inexacte chez un prestataire de paiement.
- Compter sur un seul client, un seul appareil ou un seul réseau.
- Sous-estimer les jours de transfert et les délais insulaires.
- Confondre assurance voyage, santé, travail et rapatriement.
- Acheter avant de comprendre le foncier, les règles et la revente.
- Promettre une disponibilité européenne incompatible avec le sommeil.
- Décider sur le ressenti sans journal ni seuil d'arrêt.

CHECKLIST

- ☐ Remplacer chaque impression par une preuve.
- ☐ Réviser les options futures, pas le coût passé.
- ☐ Utiliser les critères d'arrêt écrits.

Conseil de terrain

Une décision devient solide lorsqu'elle comporte une hypothèse, une preuve datée, un responsable, une échéance et une condition d'arrêt. La revue 30–60–90 jours doit pouvoir conclure : continuer, corriger ou repartir — sans considérer le départ comme un échec.

Signaux d'alerte

- Décision fondée uniquement sur un séjour de vacances
- Aucun seuil d'arrêt financier, médical ou professionnel
- Engagements longs pris avant le test grandeur nature

FICHE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Dix erreurs et la matrice finale
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

POINT CLÉ Avancer seulement si statut, revenu, santé, logement et continuité sont tous documentés.

PARTIE 6 — DÉCISION

Boîte à outils et FAQ essentielle

Conserver une copie chiffrée et une voie de récupération hors ligne pour les documents essentiels.

Arborescence minimale

Créez six dossiers : identité-séjour, activité-fiscalité, logement, santé-assurance, transport-douane et continuité. Nommez les fichiers avec la date et le service. Ajoutez un index d'une page qui indique le dernier document valide et la prochaine action.

Tableau de décision

Chaque question critique possède un statut : à vérifier, demandé, confirmé, expiré. Ajoutez la source, le contact, la date et la preuve. Une réponse ancienne redevient « à vérifier » avant une décision irréversible. Cette discipline accélère les rendez-vous et les mises à jour annuelles.

L'essentiel à retenir

- Identité : passeport, visa, séjour, permis et contacts consulaires.
- Travail : accord employeur, contrats, politiques données et assurance.
- Activité : immatriculation, DICP, CPS, factures, registres et calendrier.
- Technique : tests, contrats, numéros opérateurs, sauvegardes et procédures.
- Logement : bail, état des lieux, paiements, inventaire et preuves.
- FAQ : que se passe-t-il si le revenu baisse, si le réseau tombe, si le compte est bloqué ou si je dois repartir demain ?

CHECKLIST

- ☐ Créer les six dossiers.
- ☐ Tenir un index d'une page.
- ☐ Marquer les preuves expirées.

Conseil de terrain

Une décision devient solide lorsqu'elle comporte une hypothèse, une preuve datée, un responsable, une échéance et une condition d'arrêt. La revue 30–60–90 jours doit pouvoir conclure : continuer, corriger ou repartir — sans considérer le départ comme un échec.

Signaux d'alerte

- Décision fondée uniquement sur un séjour de vacances
- Aucun seuil d'arrêt financier, médical ou professionnel
- Engagements longs pris avant le test grandeur nature

FICHE DE DÉCISION	À documenter
Situation	Boîte à outils et FAQ essentielle
Preuve	Page officielle, date d'accès et réponse écrite
Échéance	Délai légal, administratif ou contractuel confirmé
Budget	Coût d'entrée, coût mensuel et réserve séparée
Plan B	Déclencheur, contact et date de sortie

RÉFÉRENCES

Sources officielles et primaires

Liens revérifiés le 21 juillet 2026. Les règles et montants variables doivent être confirmés avant toute décision.

• Tahiti Tourisme - les îles https://www.tahititourisme.fr/iles/	• CNIL - sécurité des données https://www.cnil.fr/fr/securite-des-donnees-les-regles-essentielles
• Tahiti Tourisme - se déplacer d'île en île https://www.tahititourisme.fr/preparer-son-voyage/se-deplacer-iles-en-iles/	• CCISM - immatriculer une entreprise individuelle https://www.ccism.pf/la-ccism/vos-formalites/immatriculer-son-entreprise/immatriculer-son-entreprise-individuelle
• Météo-France Polynésie https://meteo.pf/fr	• DICP - note sur l'attestation de résidence fiscale https://www.service-public.pf/dicp/wp-content/uploads/sites/59/2025/02/note_dinformati-on_pour_les_demandeurs_dattestation_de_residence_fiscale_et_davis_de_n.pdf
• Haut-commissariat - accueil des étrangers https://www.polynesie-francaise.prf.gouv.fr/Demarches/Accueil-des-etrangers	• Caisse de prévoyance sociale https://www.cps.pf/
• Direction du travail - droits du travailleur étranger https://www.service-public.pf/trav/wp-content/uploads/sites/23/2017/07/droits_du_travailleur_etrangier.pdf	• Direction de la santé - conseils aux voyageurs https://www.service-public.pf/dsp/conseils-voyageurs/
• ADE - guide de l'investisseur 2025 https://www.service-public.pf/ade/wp-content/uploads/sites/22/2025/12/GUIDE-INVESTISSEURS-COMPLET-FR.pdf	• Direction de la santé - annuaire https://www.service-public.pf/dsp/annuaire/
• DICP - professionnels https://www.service-public.pf/dicp/professionnels/	• Institut de la statistique de la Polynésie française https://www.ispf.pf/
• France-Visas https://france-visas.gouv.fr/	• DPAM - planning des navires https://www.service-public.pf/dpam/planning-des-navires/
• Direction du travail - guide télétravail https://www.service-public.pf/trav/wp-content/uploads/sites/23/2022/12/Guide-teletravail-2022.pdf	

La collection FenuaTravel

Un sujet essentiel par numéro. Chaque version gratuite reste utile seule ; l'édition complète approfondit procédures, scénarios et outils.

Numéros publiés et feuille de route

N°01 — Digital nomade	N°16 — Hébergements touristiques : choisir et réserver
N°02 — Premier voyage	N°17 — Conduire, louer et circuler
N°03 — Transport inter-îles	N°18 — Randonnées et sécurité terrestre : autres archipels
N°04 — Vivre et travailler	N°19 — Météo, saisons et risques naturels
N°05 — Voyager seul	N°20 — Culture, usages et reo tahiti
N°06 — Lune de miel	N°21 — Voyage responsable et protection du Fenua
N°07 — Lagon, snorkeling et sécurité	N°22 — Accessibilité et besoins spécifiques
N°08 — Choisir ses îles et archipels	N°23 — Manger, boire et gérer les allergies
N°09 — Budget maîtrisé	N°24 — Océan, plongée, surf et sorties en mer
N°10 — Santé, soins et assurance voyage	N°25 — Entrée, séjour, douane et formalités internationales
N°11 — Éducation et scolarité	N°26 — S'expatrier en Polynésie française
N°12 — Comprendre la politique et la géopolitique en Polynésie française	N°27 — Logement sécurisé et contrats
N°13 — Fiscalité en Polynésie française	N°28 — Déménagement, animaux et effets personnels
N°14 — Randonnées des Îles du Vent et des Îles Sous-le-Vent	N°29 — S'installer au quotidien : banque, téléphone et démarches
N°15 — Polynésie en famille	

À propos

FenuaTravel est un média indépendant consacré au voyage et à la vie pratique en Polynésie française. Aurel conçoit et publie les guides via AurelMedia. Les faits sont sourcés, les données évolutives datées et les conseils pratiques séparés du droit applicable.

Mentions légales et crédits

Édition gratuite 2026. Producteur et éditeur : AurelMedia · N° TAHITI E67601 · Raiatea, Polynésie française. Auteur et directeur de la publication : Aurel. Information générale uniquement : ce guide ne remplace pas un avis juridique, fiscal, social, médical, comptable ou administratif individuel. © 2026 AurelMedia.

Photographie de couverture : Tahiti, Punaauia — Michelle Maria — CC BY 3.0, via Wikimedia Commons ; recadrage de mise en page, aucun filtre. Maquette, tableaux, rédaction et direction éditoriale : Aurel / AurelMedia.